

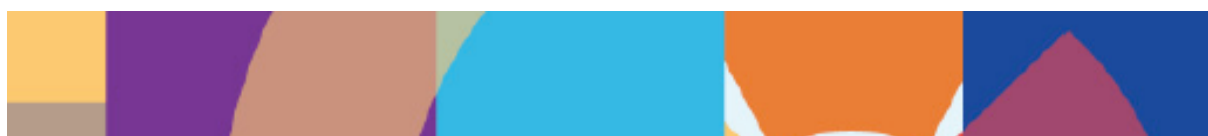


Parti socialiste suisse (PS)

Fondation :	1888
Abréviation :	PS / PSS
Président-e du parti :	Christian Levrat (FR, depuis 2008)
Secrétaire général-e :	Flavia Wasserfallen Leyla Gül
Représentant-e-s au Conseil fédéral :	Simonetta Sommaruga (BE, depuis 2010) Alain Berset (FR, depuis 2012)
Site Internet :	http://www.sp-ps.ch
Contact :	info@sp-ps.ch
Section jeunes :	Jeunesse socialiste suisse
Abréviation :	JS
Site Internet :	http://www.juso.ch
Contact :	info@juso.ch



Force du parti :	2003	2007	2011
Force électorale :	23.3	19.5	18.7
Nombre de sièges au Conseil national :	52	43	46
Nombre de sièges au Conseil des Etats :	9	9	11



HISTOIRE DU PARTI

Le Parti socialiste suisse (PSS) a été, en 1888, le premier parti fondé au niveau national. Il s'est entièrement consacré aux intérêts des ouvrières et des ouvriers en défendant de meilleures conditions de travail, la mise en place d'institutions sociales et des salaires plus élevés. En conséquence, le PSS a collaboré étroitement avec les syndicats. Alors qu'il devait imposer les intérêts des employés au niveau politique (Parlement et référendums), les syndicats tentaient de faire le même travail par le biais de négociations directes avec les employeurs (partenariat social).

Contrairement aux autres partis, le PSS n'était pas issu d'un groupement de partis cantonaux qui existaient déjà. Dès le début, il a été fondé comme parti national. C'est pourquoi, les structures du PSS sont beaucoup plus uniformisées encore aujourd'hui et sont plus tournées vers le comité national central du parti que celles des autres partis.

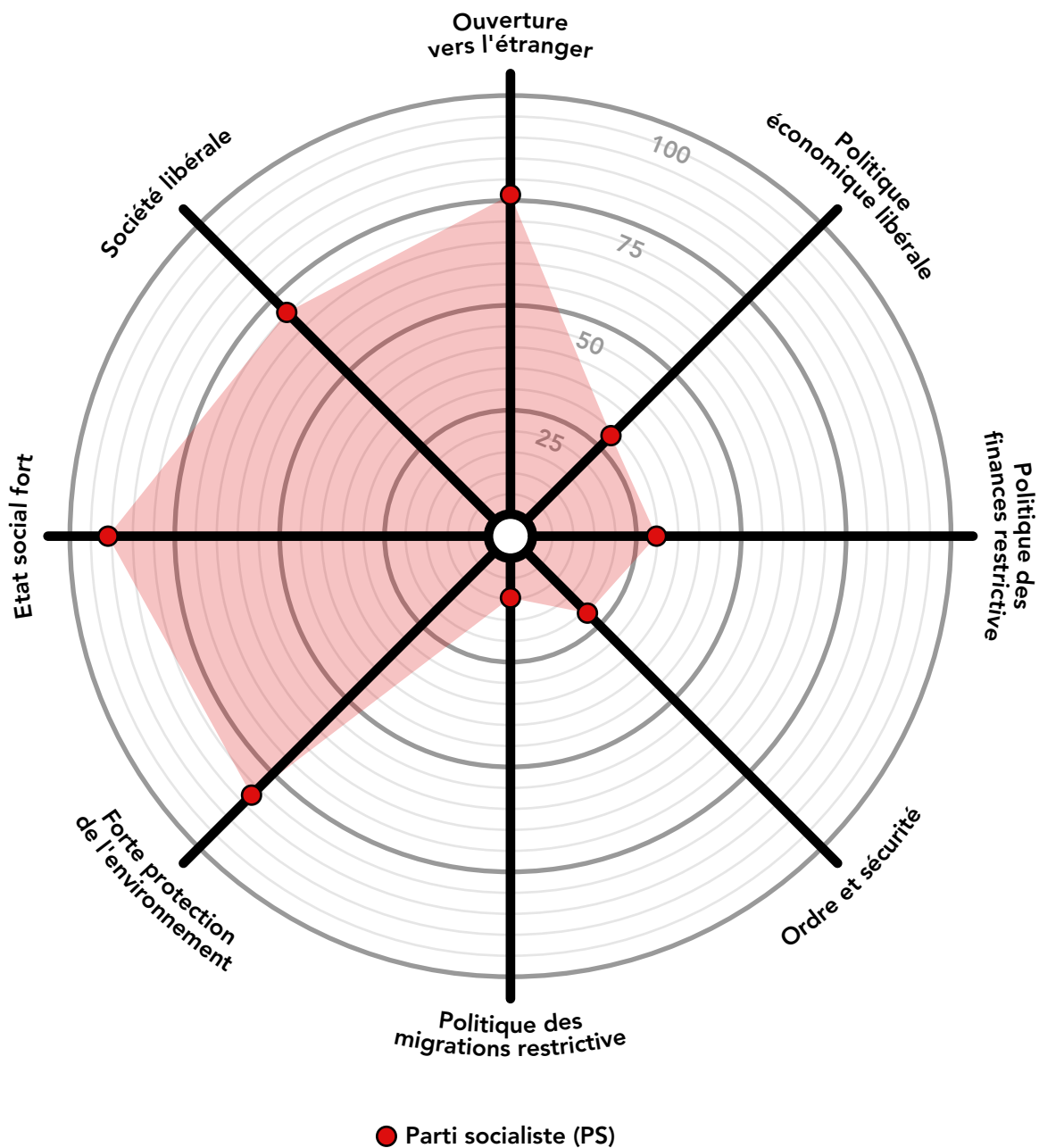
A partir de l'année 1900, le PSS a réussi à élargir son électorat. Désormais, le parti n'était plus seulement élu par les ouvriers, mais de plus en plus par des fonctionnaires. Ainsi, le parti a pu porter le nombre de ses sièges au Conseil national à 19 jusqu'en 1917. En 1919, lorsque le système d'élections à la proportionnelle a été institué pour le Conseil national, le parti a même pu porter son nombre de sièges à 41.

Jusqu'à l'année 1935, le programme du parti s'est fortement inspiré de la lutte des classes et des idées socialistes de Karl Marx. Cependant, en 1921, le PSS a refusé d'adhérer aux internationales communistes. Cela mena à la séparation des gauchistes du parti qui fondèrent ensuite le Parti communiste suisse (PCS). Même sans les communistes, le PSS était devenu entre-temps, la fraction la plus puissante du Conseil national. En 1935, le parti diffusa un nouveau programme du parti, qui prônait l'importance de l'armée au regard de la menace internationale s'annonçant juste avant la seconde guerre mondiale et était en général, moins empreint d'idées marxistes. Cette modération a largement contribué à l'élection du premier représentant socio-démocrate au Conseil fédéral par le Parlement en 1943. Depuis 1959, le PSS est constamment représenté par deux conseillères ou conseillers fédéraux au sein du gouvernement national.

Au cours du temps, le PSS a toujours réajusté son orientation politique. Le parti réagit à l'apparition des Verts à partir des années 1970 en prenant beaucoup en considération les problèmes de politique environnementale. Dans les années 1980, le parti se consacra à nouveau assidûment à sa posture militaire critique et encouragea du moins partiellement l'initiative d'abolition de l'armée de 1989. Jusqu'ici, le PSS a réalisé ses meilleurs pourcentages électoraux aux élections du Conseil national dans les années 1990. Les raisons de cette réussite se trouvaient dans la crise économique de ces années et dans sa position d'opposition au renforcement de l'Union démocratique du centre (UDC), nationale conservatrice. En outre, le PSS se pencha beaucoup dans les années 1990 sur les besoins politiques du centre libéral de gauche et s'est ainsi révélé être intéressant pour les nouvelles couches électorales en se positionnant un peu au centre. En réponse à la concurrence croissante dans le camp gauche, surtout à cause des Verts qui deviennent plus puissants, le PSS s'est à nouveau intéressé aux positions classiques de gauche au cours des dernières années (par ex. en ce qui concerne les politiques sociale, économique et de la migration).

PROFIL POLITIQUE

Le smartspider du PS



© www.smartvote.ch / www.sotomo.ch

Le smartspider se base sur la moyenne des réponses de tous les candidat-e-s du parti ayant répondu au questionnaire de smartvote pour les élections fédérales 2015.

Aide à l'interprétation: Le graphique smartspider établit le profil politique sur la base de huit objectifs politiques. Une valeur de « 100 » signifie une forte approbation de l'un de ces objectifs, une valeur de « 0 » signifie une désapprobation. Par exemple, une valeur de « 100 » sur l'axe « Ordre et sécurité » signifie que le parti est en faveur de lois sévères, d'une police et armée forte et qu'il préconise des valeurs tel que l'ordre et la discipline.

Plus d'informations sur : https://www.smartvote.ch/downloads/methodology_smartspider_fr_CH.pdf

Positions politiques

Les tableaux suivants montrent la position médiane des candidat-e-s du PS par rapport aux questions de smartvote.

Etat social & famille		Réponse
1	Êtes-vous favorable à une hausse de l'âge de la retraite pour les hommes et les femmes (p. ex. à 67 ans)?	Non
2	Pensez-vous qu'il soit justifié que la Confédération soutienne financièrement la garde extra-familiale des enfants?	Oui
3	Un congé paternité payé de plusieurs semaines devrait-il être instauré en plus de l'assurance maternité existante?	Oui
4	Seriez-vous favorable à ce que des prestations complémentaires pour les familles à faible revenu soient introduites à l'échelon national?	Oui
5	Êtes-vous favorable à l'adaptation des directives de l'aide sociale qui prévoit une réduction des prestations pour les familles nombreuses et les jeunes adultes?	Non
6	Le taux de conversion, qui règle la hauteur de la rente LPP (2ème pilier), devrait-il être adapté à l'allongement de l'espérance de vie et diminué de 6.8% à 6.0%?	Non

Santé publique		Réponse
7	Seriez-vous favorable à une augmentation de la franchise minimale de l'assurance maladie obligatoire (LAMal) de 300 à 500 CHF?	Non
8	Une vaccination obligatoire des enfants, basée sur le plan de vaccination suisse, devrait-elle être instaurée?	Plutôt non
9	Les traitements médicaux par méthodes complémentaires (alternative) doivent-ils continuer à être pris en charge, après 2017, par l'assurance maladie obligatoire (LAMal)?	Oui
10	Est-il nécessaire de fermer davantage d'hôpitaux en Suisse pour réduire les coûts de la santé?	Plutôt non

Formation & recherche		Réponse
11	L'État devrait-il davantage s'engager pour une égalité des chances en matière de formation (p. ex. avec des coupons pour effectuer des cours de rattrapage pour les élèves venant de familles à faible revenu)?	Oui
12	Êtes-vous favorable à une harmonisation des programmes d'études entre les cantons (p. ex. par les projets "Lehrplan 21" ou PER)?	Oui
13	Une deuxième langue nationale devrait-elle être enseignée à l'école primaire dans tous les cantons?	Oui
14	D'après le concept de l'école intégrative, les enfants avec des difficultés d'apprentissage ou des handicaps sont, en principe, intégrés à des classes normales. Approuvez-vous cette approche?	Oui
15	Pensez-vous qu'il soit justifié que des dispenses scolaires soient accordées pour des motifs religieux pour certaines branches ou activités (p. ex. cours de gymnastique/de natation, camps scolaires ou cours d'éducation sexuelle)?	Non
16	Lors de l'attribution de subventions à des projets de recherche, la Confédération devrait-elle davantage tenir compte des bénéfices économiques qu'ils génèrent?	Non

Migration & intégration		Réponse
17	Seriez-vous favorable à ce que le droit de vote au niveau communal soit instauré pour les étrangers qui vivent en Suisse depuis au moins dix ans et ce, dans toute la Suisse?	Oui
18	La naturalisation devrait-elle être facilitée aux étrangers de la troisième génération?	Oui
19	Les permis de séjour des migrants et migrantes non ressortissants des Etats membres de l'UE/AELE devraient-ils être obligatoirement liés au respect de la Convention d'intégration?	Plutôt non
20	Êtes-vous favorable à la légalisation du statut des sans-papiers par un octroi collectif et unique de permis de séjour?	Oui
21	La Suisse devrait-elle accueillir plus de groupes de réfugiés (contingents de réfugiés), provenant directement de zone de crise, et pour lesquels le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) recherche des pays d'accueil?	Oui

Société & éthique		Réponse
22	Les couples homosexuels sous le régime du partenariat enregistré devraient-ils pouvoir adopter des enfants?	Oui
23	En juin 2015, le peuple a accepté d'assouplir les règles relatives à la procréation médicalement assistée (votation fédérale sur le diagnostic préimplantatoire, DPI). Approuvez-vous cette décision?	Oui
24	La consommation de cannabis ainsi que la possession pour usage personnel devraient-elles être légalisées?	Oui
25	Seriez-vous favorable à l'introduction d'un quota de femmes au sein des conseils d'administration et des directions des entreprises cotées en bourse?	Oui
26	Seriez-vous favorable à ce que l'euthanasie active directe administrée par un médecin soit autorisée en Suisse?	Plutôt oui
27	Approuveriez-vous la mise en place du don d'organe automatique (consentement présumé) en Suisse?	Plutôt oui
28	La Confédération devrait-elle se retirer de la promotion de la culture?	Non

Finances & impôts		Réponse
29	Les couples mariés devraient-ils être taxés en tant que personnes individuelles (imposition individuelle)?	Oui
30	Selon vous, la baisse des impôts au niveau fédéral représente-elle une priorité pour les quatre prochaines années?	Non
31	Dans le cadre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), la Confédération et les cantons devraient-ils accepter les pertes de recettes fiscales pour garder les sociétés internationales, plus facilement délocalisables, en Suisse?	Non
32	Êtes-vous favorable à l'instauration d'un impôt sur les gains en capital appliqué sur les titres?	Oui
33	Dans le cadre de la péréquation financière (RPT), les cantons à forte capacité financière désirent réduire nettement leurs versements aux cantons à faible capacité financière. Soutenez-vous cette décision?	Non
34	Le secret bancaire devrait-il être levé à l'intérieur du pays à l'égard des autorités fiscales suisses?	Oui

Economie & travail		Réponse
35	Êtes-vous favorable à l'instauration d'un salaire minimum de 4'000 CHF pour tous les salariés (pour un poste à plein-temps)?	Oui
36	La protection contre le licenciement des travailleur-euse-s âgé-e-s (plus de 50 ans) doit-elle être renforcée?	Oui
37	Les paiements directs destinés à encourager la production biologique devraient-ils être augmentés au détriment des exploitations agricoles conventionnelles?	Oui
38	La politique régionale de la Confédération doit-elle se concentrer davantage sur le développement économique dans les villes et les agglomérations?	Plutôt oui
39	L'importation facilitée des denrées alimentaires provenant de l'UE (principe du Cassis de Dijon) devrait-elle être exclue?	Non
40	Êtes-vous en faveur d'une libéralisation complète des horaires d'ouverture des magasins (fixation des horaires d'ouverture selon leur propre appréciation)?	Non
41	Approuveriez-vous une interdiction générale de publicité pour l'alcool et le tabac?	Oui

Energie		Réponse
42	Êtes-vous favorable à la libéralisation totale du marché de l'électricité (également pour les PME et les ménages privés)?	Non
43	Une initiative populaire demande la sortie de l'énergie nucléaire d'ici à 2029. Y êtes-vous favorable?	Oui
44	Les directives de protection de l'environnement et du paysage devraient-elles être assouplies pour favoriser la construction et l'agrandissement de centrales éoliennes, solaires et hydrauliques?	Plutôt oui
45	Jusqu'à présent, une taxe sur le CO2 est en vigueur sur les combustibles fossiles (mazout, gaz naturel). Cette taxe devrait-elle être étendue aux carburants (p. ex. essence, gazole)?	Oui

Environnement et transports		Réponse
46	Le moratoire en vigueur dans l'agriculture suisse concernant les plantes et les animaux génétiquement modifiés doit-il être prolongé au-delà de 2017?	Oui
47	Êtes-vous favorable à un assouplissement des dispositions de protection des grands prédateurs (lynx, loups, ours)?	Non
48	L'utilisation purement touristique des places d'atterrissage en montagne (p.ex. l'hélicoptère) devrait-il être interdit?	Oui
49	En vue de la réfection du tunnel routier du Gothard, le Parlement a décidé de construire un second tube. Êtes-vous favorable à cette décision?	Non
50	Les tronçons autoroutiers très fréquentés (p. ex. Berne-Zurich ou Lausanne-Genève) devraient-ils être étendus à trois voies sur tout le tracé?	Non
51	Une initiative populaire exige que la surface totale des zones à bâtir en Suisse soit limitée à l'état actuel. Soutenez-vous cette initiative?	Plutôt oui

Institutions		Réponse
52	Le financement des partis ainsi que celui des campagnes pour les élections et les votations devrait-il être complètement transparent?	Oui
53	Les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CrEDH) sont contraignantes pour la Suisse. Trouvez-vous cela juste?	Oui
54	Seriez-vous favorable à la mise en place d'un service citoyen général obligatoire (service militaire, service civil prolongé ou engagement milicien dans la commune) pour les hommes et les femmes?	Plutôt non

Justice & sécurité		Réponse
55	Êtes-vous favorable à une réduction significative de l'effectif de l'armée limité à 100'000 soldats maximum?	Oui
56	Au cours des dernières années, les règles d'acquisition et de possession d'armes se sont renforcées. Êtes-vous favorable à cette évolution?	Oui
57	Devrait-on élargir les pouvoirs des autorités en charge de la sécurité en ce qui concerne la surveillance préventive de la correspondance postale, téléphonique et électronique?	Plutôt non
58	À l'avenir, le droit pénal des mineurs devrait-il mettre davantage l'accent sur l'exécution de longues peines d'emprisonnement dans des établissements fermés plutôt que sur des mesures de réinsertion sociale?	Non
59	La Suisse possède une des lois les plus sévères en matière d'excès de vitesse sur la route (réglementation sur les « chauffards »). Celle-ci devrait-elle être assouplie?	Non
60	La Suisse devrait-elle dénoncer l'accord de Schengen avec l'UE et réintroduire un contrôle des personnes directement aux frontières?	Non

Relations extérieures		Réponse
61	La Suisse devrait-elle engager des négociations quant à son adhésion à l'UE au cours des quatre prochaines années?	Plutôt oui
62	À votre avis, l'application rigoureuse de l'initiative sur l'immigration de masse doit-elle avoir la priorité sur le maintien des accords bilatéraux conclus avec l'UE?	Non
63	La Suisse devrait-elle engager des négociations pour un accord de libre échange avec les Etats-Unis?	Plutôt non
64	Les règles de responsabilité pour les entreprises domiciliées en Suisse devraient-elles être renforcées en matière de respect des droits humains et des standards environnementaux dans leurs activités à l'étranger?	Oui
65	La politique étrangère de la Suisse devrait-elle s'orienter vers une interprétation plus stricte de la neutralité?	Non

Le tableau suivant montre la position médiane des candidat-e-s du PS par rapport aux questions sur le budget de smartvote.

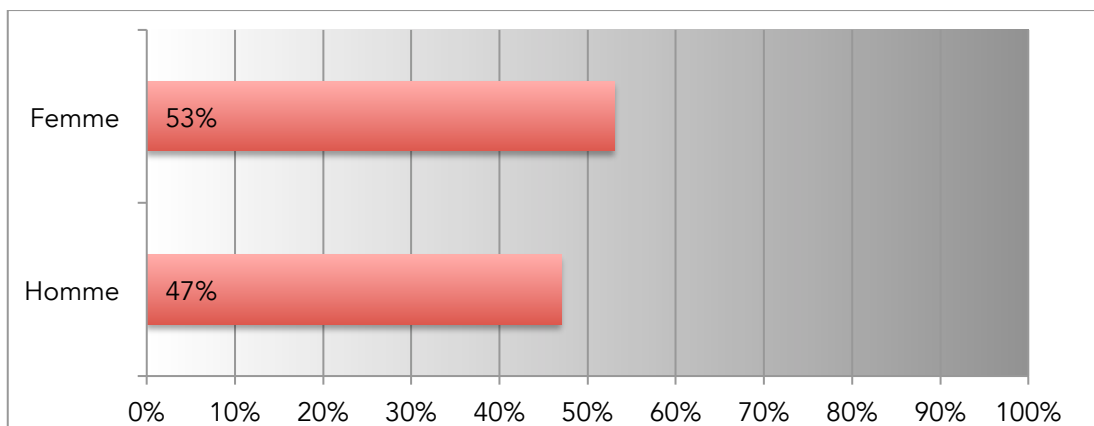
Dépenses de la Confédération		Réponse
66	Aide au développement et coopération économique (3'000 Mio. CHF)	Augmenter
67	Défense nationale (4'700 Mio. CHF)	Réduire nettement
68	Sécurité publique (1'100 Mio. CHF)	Ne pas changer
69	Formation et recherche (7'400 Mio. CHF)	Augmenter
70	Prévoyance sociale (22'400 Mio. CHF)	Augmenter
71	Circulation routière (3'100 Mio. CHF)	Réduire
72	Transports publics (5'300 Mio. CHF)	Augmenter
73	Environnement et aménagement du territoire (1'500 Mio. CHF)	Augmenter
74	Agriculture (3'700 Mio. CHF)	Ne pas changer
75	Contributions aux cantons dans le cadre de la péréquation financière (3'200 Mio. CHF)	Ne pas changer

Profil des électeurs-trices

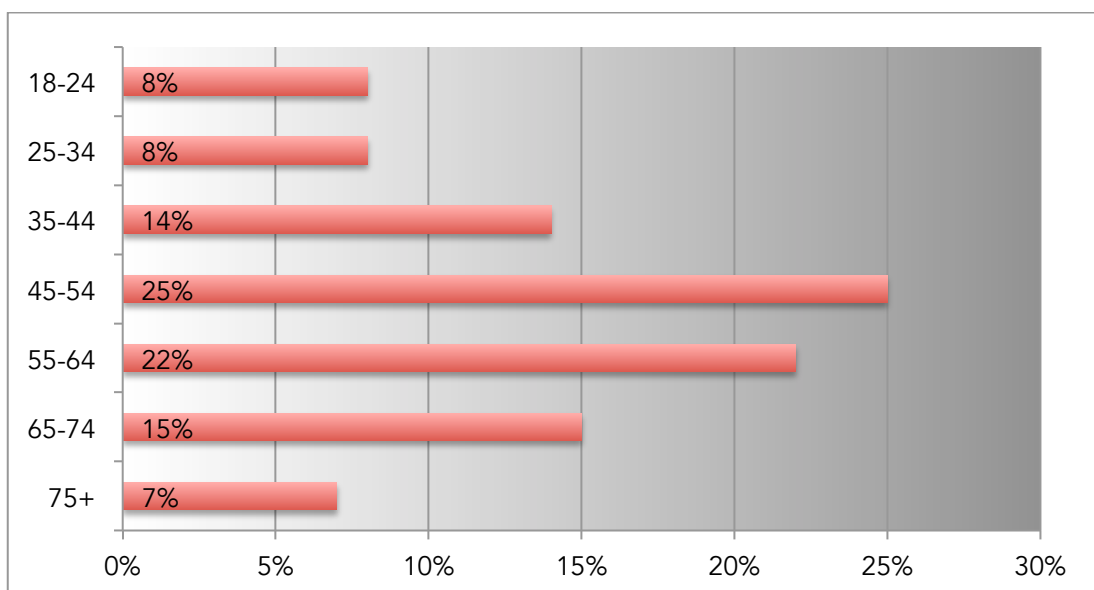
Les figures suivantes montrent qui élit le Parti socialiste (PS). Les données sont issues de l'enquête électorale SELECTS 2011. Ce sondage représentatif a été effectué après les élections fédérales de 2011. Plus de 3'000 personnes ont été interrogées par téléphone.

Aide à la lecture: L'ensemble de l'électorat suisse peut être catégorisé selon différents critères (p.ex. âge, sexe, profession). Les figures suivantes décrivent les caractéristiques des électeurs de 2011 qui ont élit le parti dont il est question. Par exemple, si le diagramme à barres indique une valeur de 45% dans la catégorie « féminin », cela signifie que sur l'ensemble des électeurs ayant indiqué avoir voté pour le parti dont il est question, 45% sont des femmes.

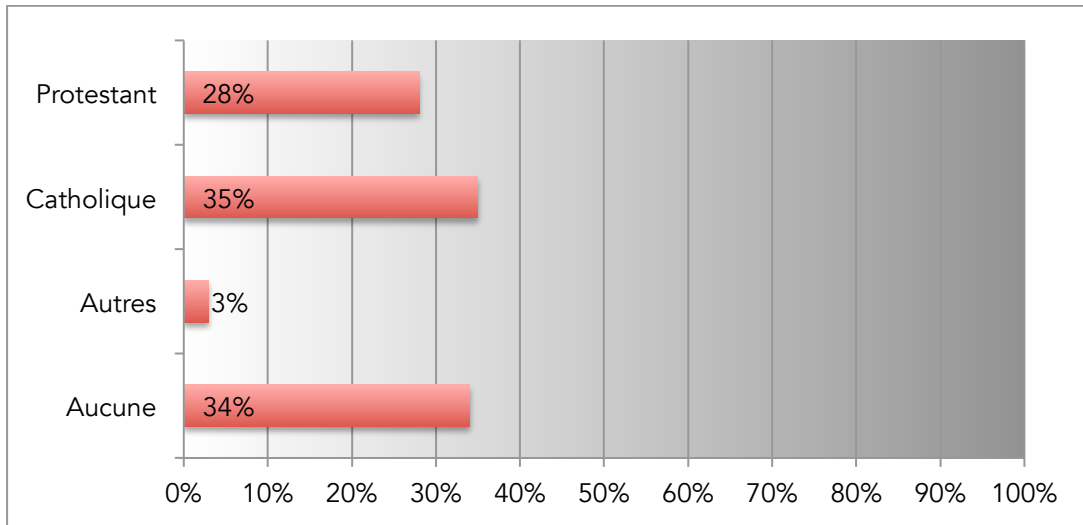
Sexe PS



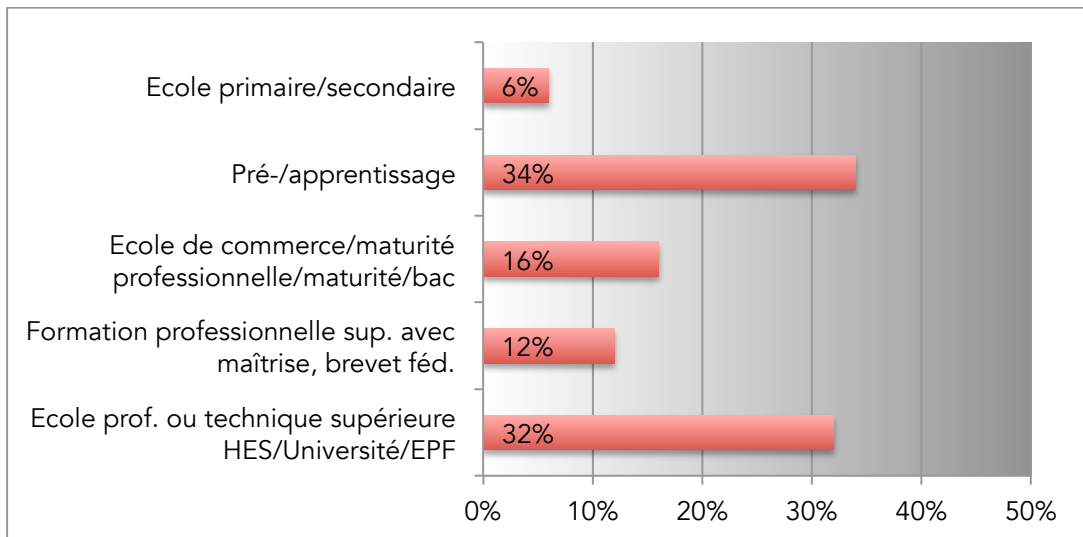
Âge PS



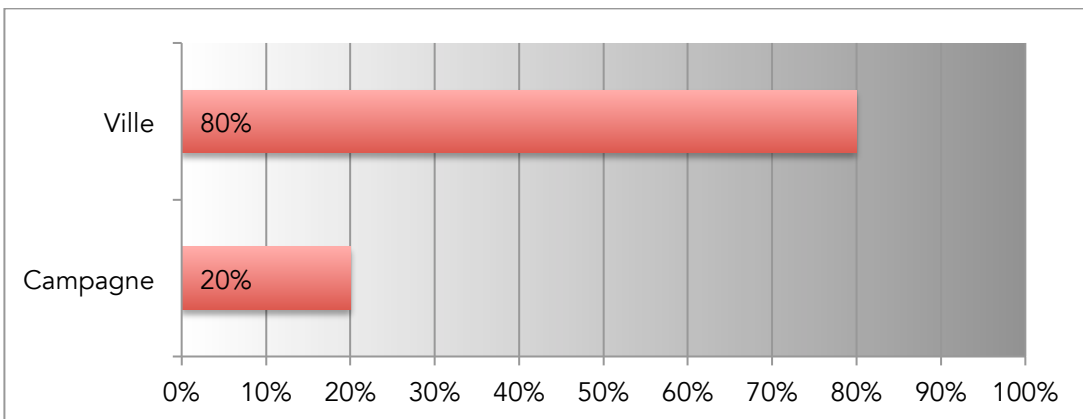
Confession PS



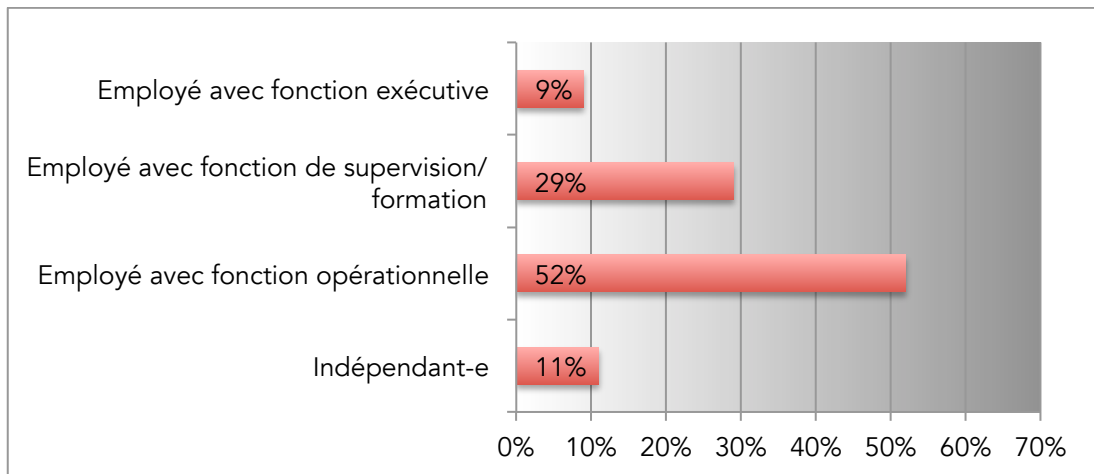
Formation PS



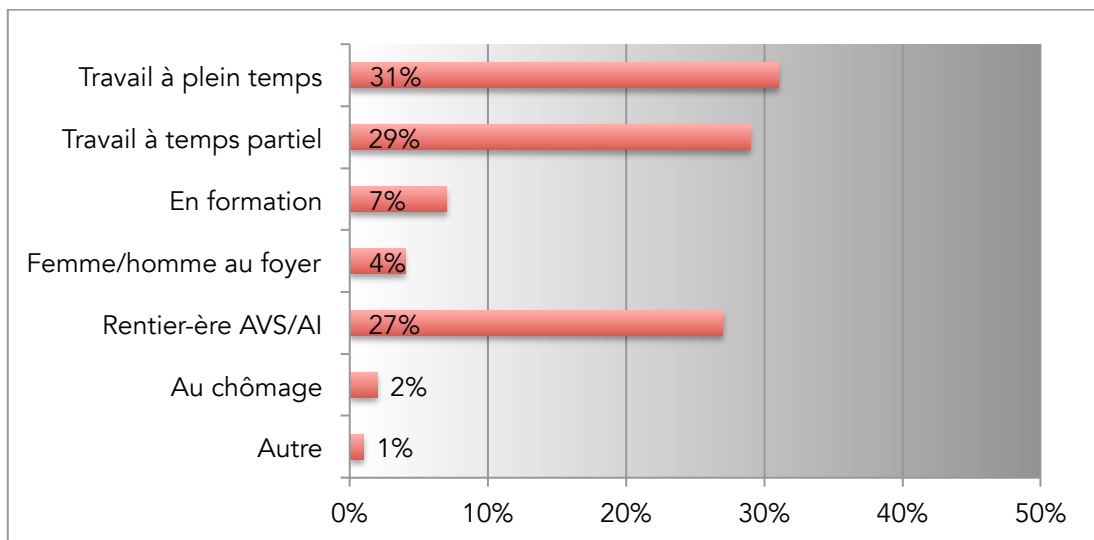
Région PS



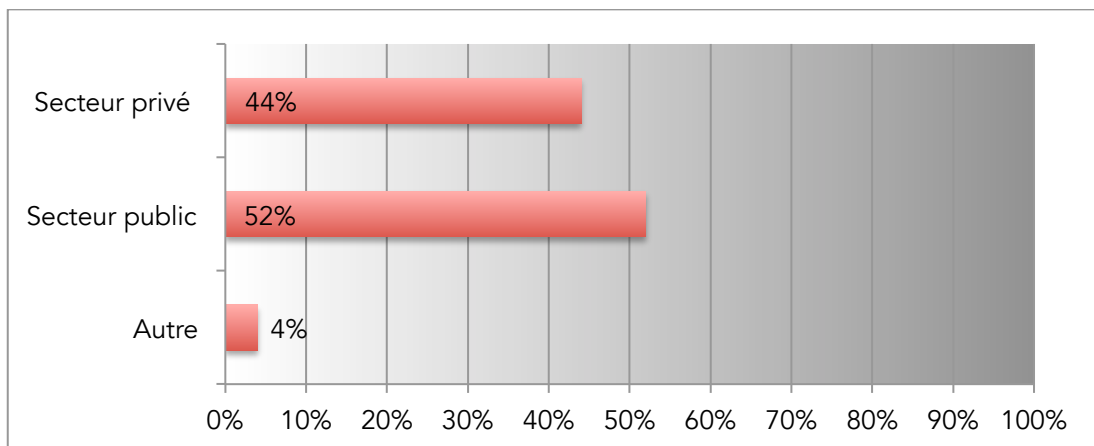
Situation professionnelle PS



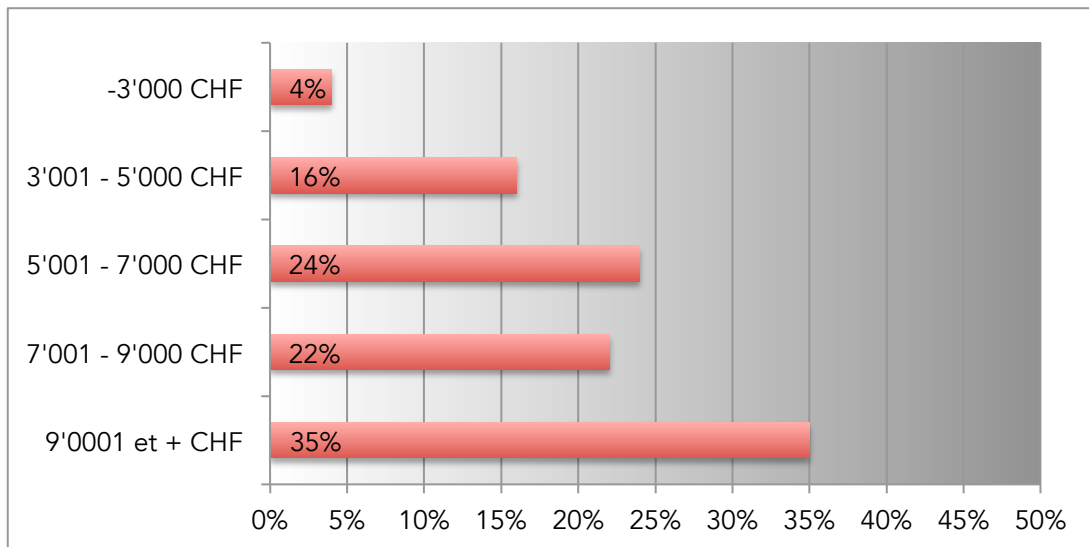
Occupation actuelle PS



Secteur PS



Revenu mensuel PS
(du ménage)



smartvote 

Case postale 834
3000 Berne 9
+41 (0)22 534 99 28
contact@smartvote.ch



www.entraide.ch